

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2014

*Volume XV*

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# RETOUR SUR LA RÉVOLTE SYRIENNE

## CONDITIONS DE DÉPART ET PREMIÈRES MOBILISATIONS

PAR

LAURA RUIZ DE ELVIRA (\*)

Le déclenchement de la révolte (1) syrienne en mars 2011, dans le sillage des mobilisations que l'on s'est accordé à appeler le « Printemps arabe », a suscité un grand intérêt au sein de la communauté scientifique pour ce pays qui, jusque-là, avait été relativement peu étudié (2). De nombreux rapports, études et articles de journaux, d'une valeur variable et émanant d'acteurs aux motivations parfois divergentes, ont été écrits depuis, que ce soit sur le rôle croissant des djihadistes, sur l'Armée syrienne libre et les différents groupes armés ou encore sur les implications régionales du conflit.

Cependant, peu de travaux de fond ont replacé sérieusement dans son contexte le conflit actuel et ont réussi à identifier les facteurs sociaux, économiques et politiques ayant contribué à mettre en marche une contestation populaire massive contre le régime de Bachar al Assad. Or, on ne saurait comprendre véritablement ce qui se passe aujourd'hui en Syrie, saisir les différents enjeux et les dynamiques à l'œuvre ou distinguer les acteurs qui s'affrontent et les ressources dont ils disposent sans inscrire les événements actuels dans une périodicité plus longue, celle des années 2000, qui ont marqué à jamais l'histoire du pays. C'est seulement à partir de là qu'on peut prétendre appréhender la nature et la portée réelle de cette révolte.

A titre d'exemple, pour analyser les mobilisations populaires qui ont eu lieu dans le pays entre les mois de février et de juin 2011, c'est-à-dire pendant la période initiale du mouvement contestataire, il semble incontournable

(\*) Chercheur postdoctorant au Centre for Near and Middle East Studies de la Philipps-Universität Marburg (Allemagne). L'auteur remercie Nicolas Appelt pour ses commentaires sur la version initiale de cet article, ainsi qu'Alexandra Novosseloff pour son aide à son édition.

(1) Les termes utilisés pour se référer aux événements qui, depuis mars 2011, ont lieu en Syrie ne sont pas neutres. « Révolte », « révolution », « crise », « guerre civile »..., la joute sémantique autour de la définition de ces événements est virulente et laisse transparaître les enjeux géopolitiques régionaux et internationaux qui y sont liés. Comme d'autres chercheurs, nous faisons le choix d'utiliser le terme « révolte », qui a l'avantage d'être vague et de ne préjuger en rien de ce que les processus en cours dans le pays produiront.

(2) Les raisons qui expliquent la pénurie de travaux sur la Syrie sont variées. Parmi elles, on peut souligner les difficultés pour faire des enquêtes de terrain approfondies.

de connaître les réseaux qui ont été mobilisés, leurs ressources, leurs répertoires et leurs modes d'action, ce qu'on ne peut faire que si on retrace une généalogie du mouvement civil syrien et des réseaux sociaux existant dans les années 2000. De la même manière, comment peut-on décoder les rapports de force actuels ainsi que les positionnements des différents groupes sociaux et communautés religieuses si on ignore le contexte antérieur à 2011 et les transformations sociopolitiques qui ont eu lieu alors ? L'événement, bien qu'il obéisse à ses propres temporalités et logiques, est le fruit de l'histoire. Par suite, « *pour qu'émerge cette intelligibilité, il faut que le présent, loin de se manifester avec l'incandescence de l'instant, soit 'historisé'* » (3).

Cet article a pour objectif de combler ce vide dans la recherche actuelle en proposant une relecture du système syrien des années 2000 et en revenant sur les premiers mois de la révolte. A partir des processus observés au cours d'un travail de terrain mené en Syrie entre octobre 2007 et janvier 2010 (4), nous essaierons de comprendre le contexte et les conditions de départ de la révolte. Cela mettra en lumière les ruptures engendrées par les politiques de Bachar al Assad – ruptures qui ont contribué à engendrer la défection à l'égard du régime et de son projet « développementaliste » – et nous permettra d'analyser, par la suite, les modalités de la mobilisation. Nous défendrons ici la double hypothèse selon laquelle, dans le cadre d'une nouvelle ingénierie politique de pouvoir, le vieux contrat social (5) à caractère populiste et inclusif, qui régissait jusqu'alors les relations Etat-société, aurait été abandonné sous la présidence de Bachar al Assad (6), revirement qui aurait préparé un terreau fertile pour la révolte mais qui, faute des processus révolutionnaires arabes, n'aurait pas suffi à lui seul à déclencher une contestation populaire massive dans le pays.

Dans cette perspective, nous tenterons, dans un premier temps, de mettre en perspective les reconfigurations sociopolitiques ayant eu lieu dans la Syrie de Bachar al Assad. Ensuite, nous verrons quelles furent les implications de telles reconfigurations à court et à moyen termes. Puis, nous nous intéresserons aux mobilisations populaires et à la contestation dans les années 2000 ou plutôt à leur absence. Enfin, nous examinerons le déclenchement de la révolte syrienne en prêtant une attention particulière aux premières mobilisations.

(3) Alban Bensa / Eric Fassin, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n°38, 2002, p. 9.

(4) Pour l'analyse de l'ensemble de ces processus, cf. la thèse de l'auteur, *Associations de bienfaisance et ingénieries politiques dans la Syrie de Bachar al Assad : émergence d'une société civile autonome et retrait de l'Etat ?*, thèse pour le doctorat de Science politique, EHESS et Universidad Autónoma de Madrid, 2013.

(5) Comme Steven Heydemann, nous comprenons la notion de « contrat social » au sens large, « [...] *not solely in terms of an institutionalized bargain among collective actors but also as encompassing a set of norms or shared expectations about the appropriate organization of a political economy in general* ». Cf. « Social pacts and the persistence of authoritarianism in the Middle East », in Oliver Schlumberger (dir.), *Debating Arab Authoritarianism*, Stanford University Press, Stanford, 2007, p. 25.

(6) Des variantes de cette hypothèse sur la rupture du contrat social (ou pacte de sécurité) sont défendues par d'autres auteurs. Pour le cas tunisien, cf. Beatrice Hibou, « Tunisie. Economie politique et morale d'un mouvement social », *Politique africaine*, n°121, 2011, pp. 5-22.

RECONFIGURATIONS SOCIOPOLITIQUES  
DANS LA SYRIE DE BACHAR AL ASSAD (2000-2010) :  
LA MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE INGÉNIERIE POLITIQUE

La période qui débuta avec l'investiture de Bachar al Assad en juin 2000 fut initialement décrite par beaucoup d'analystes comme une période marquée par une « *transition* » multidimensionnelle (7), dans laquelle des réformes de natures diverses furent entamées (aussi bien sur les plan financier et économique (8), avec le recours à un discours proche de la *doxa* néolibérale, que dans d'autres domaines, comme celui du logement (9), de la presse et des médias (10), de l'agriculture (11) ou, un peu plus tard, du travail (12)), souvent après avoir fait l'objet d'un décret présidentiel. Le binôme *tatwir wa tahdith* (développement et modernisation) devint ainsi le slogan des premières années au pouvoir du jeune Président. Son but ultime, comme l'affirment Volker Perthes et Raymond Hinnebusch, était de « *moderniser l'autoritarisme* » (13).

Dans ce cadre, une nouvelle « grammaire de l'action publique » fut élaborée de manière *ad hoc* (14). Basée officiellement sur les principes de la participation, du partenariat et de la responsabilité civile, qui devinrent une nouvelle orthodoxie narrative dans le discours des dirigeants syriens, cette « grammaire » obéissait en réalité à une logique de « décharge » de l'Etat (15) dictée par la nécessité et la décision de diminuer les dépenses publiques. Prétendant consolider le processus de développement en cours, le président Bachar al Assad fit publiquement appel aux acteurs non étatiques. Le 10<sup>e</sup> Plan quinquennal (2006-

(7) Volker PERTHES, *Syria under Bashar al Assad : Modernisation and the Limits of Change*, International Institute for Strategic Studies/Oxford University Press, Londres/New York, 2004, p. 5.

(8) A ce sujet, cf. les travaux de Sammer ABOUD, notamment *Syria's Economy and the Transition Paradigm*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 2008, de Bassam HADDAD, dont *Business Networks in Syria : the Political Economy of Authoritarian Resilience*, Stanford University Press, Stanford, 2012, et de Samir SEIFAN, *Syria on the Path to Economic Reform*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 2010.

(9) Cf. les travaux de Valérie CLERC, notamment « Développement urbain durable et quartiers informels à Damas : évolution des paradigmes et contradictions des réformes », in Pierre A. BARTHEL / Lamia ZAKI (dir.), *Expérimenter la ville durable des villes au Sud de la Méditerranée*, L'Aube, Paris, 2011, pp. 175-198. Cf. aussi Robert GOULDEN, « Housing, inequality, and economic change in Syria », *British Journal of Middle Eastern Studies*, vol. XXXVIII, n° 2, 2011, pp. 187-202.

(10) Cf. les articles de Salam KAWAKIBI, dont « Les médias privés en Syrie », *Maghreb Machrek*, n° 203, 2010, pp. 59-71.

(11) Cf. le numéro de la collection « Saint Andrews Papers on contemporary Syria » consacré à la réforme agraire en Syrie : Myriam ABABSA *et alii*, *Agriculture and Reform in Syria*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 2010.

(12) Après plusieurs mois de discussions et plusieurs amendements au projet proposé initialement par le ministère des Affaires sociales et du Travail, un nouveau Code du travail fut approuvé en avril 2010 par le Conseil du peuple syrien. Ce Code s'avéra très polémique et fut même rejeté par le syndicat des travailleurs. Pour en savoir plus sur ce sujet, cf. « La victoire est pour qui ?... nouveau Code du Travail... accomplissement certain pour les patrons », *Abyad wa Aswad*, 15 avr. 2010.

(13) Volker PERTHES, *Syria under Bashar al Assad: Modernisation and the Limits of Change*, *op. cit.* ; Raymond HINNEBUSCH, « Syria : from 'authoritarian upgrading' to revolution ? », *International Affairs*, vol. LXXXVIII, n° 1, 2012, p. 95.

(14) Sur ce sujet, cf. la troisième partie de la thèse de l'auteur, *op. cit.*

(15) Sur la notion de « décharge », cf. Béatrice HIBOU, « Retrait ou redéploiement de l'Etat ? », *Critique internationale*, n° 1, 1998, pp. 151-168, et « Introduction au thème : la 'décharge', nouvel interventionnisme », *Politique africaine*, n° 73, 1999, pp. 6-15.

2010), principal document de programmation des orientations de l'Etat de Bachar, élaboré à l'aide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), consacra le secteur privé et la société civile comme deux acteurs-clefs destinés à jouer un rôle central dans la modernisation du pays. Chaque citoyen syrien fut encouragé à « *jouer un rôle résolu pour construire et donner forme à sa société* », mais toujours sous la direction et le soutien de l'Etat, qui se devait d'« *harmoniser la vision nationale de développement et de changement social* ».

Le résultat de cette nouvelle ingénierie politique fut double. D'une part, le secteur privé vécut un important développement. Le processus de libéralisation de l'économie qui avait déjà commencé dans les années 1970 avec un premier *infitah* (ouverture, culmina en 2005 avec l'adoption de l'« économie sociale de marché » inspirée du modèle chinois, lors du 10<sup>e</sup> Congrès régional du parti Baath. Symbole de cette ouverture, la bourse de Damas fut inaugurée en mars 2009, après plusieurs années de report. Plus d'une quinzaine d'universités privées furent créées, ainsi que des banques, des compagnies d'assurances, des entreprises d'import-export, des bureaux de change libre, des supermarchés avec des produits occidentaux et des agences de voyage.

D'autre part, le rôle des acteurs associatifs s'accrut de manière substantielle. Après quatre décennies de léthargie et de répression, les entrepreneurs du secteur associatif surent en effet profiter d'un assouplissement des contraintes et d'un revirement dans la politique du ministère des Affaires sociales et du travail (notamment dans la période 2004-2008), tant leurs activités de manière informelle. Le nombre d'associations enregistrées auprès de ce ministère tripla en seulement quelques années, alors que pendant une quarantaine d'années ce chiffre était resté stable (16). Dans le même temps, les associations de bienfaisance se virent octroyer des licences et des terrains à des prix symboliques et des nouveaux « *uqud tasharukiyye* (partenariats) publics-caritatifs fleurirent peu à peu dans toutes les régions du pays, notamment dans la capitale. Face à la société civile politisée (*moujtama' madani*), ces structures d'assistance, qui allaient constituer la pierre angulaire du nouvel édifice associatif toléré par le régime (*moujtama' ahli*) (17), furent encouragées « par le haut ». Ce faisant, l'Etat avait pour but de domestiquer et de promouvoir une société civile dépolitisée et « utile » à l'action publique.

On assista donc à une graduelle « décharge » de l'Etat pour ce qui est de la gestion de la pauvreté et de l'accomplissement des objectifs de développement. Pour autant, loin de s'affaiblir, le rôle de l'Etat se renforça simultanément, cela, dans le sens de la régulation – à travers un exercice inédit de classification, de normalisation, de légifération et d'arbitrage –, du contrôle – à l'aide, entre autres, du système d'autorisations et des pratiques d'autocensure des propres acteurs sociaux – et de la « disciplinarisation » des nouveaux dispositifs et

(16) Selon les chiffres disponibles au Bureau central de statistiques à Damas.

(17) Sur l'usage, en Syrie, des termes *moujtama' ahli* et *moujtama' madani*, cf. Laura RUIZ DE ELVIRA, « L'Etat syrien de Bachar al Assad à l'épreuve des ONG », *Maghreb Machrek*, n°203, 2010, pp. 48-49.

espaces participatifs – avec la création de « GO-NGOs » (18) sponsorisées par la Première dame et de réseaux associatifs inféodés au régime (19).

LE MIRAGE DE LA « MISE A JOUR DE L’AUTORITARISME »  
ET LA RUPTURE DU VIEUX CONTRAT SOCIAL

La nouvelle ingénierie politique de pouvoir schématisée plus haut sembla, dans un premier temps, relativement et de manière illusoire, performante. L’inscrivant dans une logique régionale plus large, Steven Heydemann, fin connaisseur de la Syrie et du monde arabe, parla alors d’un phénomène de « mise à jour de l’autoritarisme » (*authoritarian upgrading*) (20). D’autres analystes annoncèrent l’émergence d’un « autoritarisme post-populiste » ou « néo-libéral » (21). Cette nouvelle configuration permit notamment à Bachar al Assad de réussir la transition et de se maintenir au pouvoir, ce que certains observateurs avaient considéré au début difficile eu égard à la jeunesse, à l’inexpérience et à l’extériorité du jeune Président. Elle permit aussi de noyer les initiatives du « Printemps de Damas » (22) à partir de l’année 2001 – réduisant et criminalisant les segments de la société civile les plus politisés au profit d’autres groupes *a priori* moins protestataires – et de déjouer parallèlement les ambitions de changement de l’opposition à l’intérieur du pays.

Cette observation nous mène à ce qui pourrait être considéré comme une troisième réussite, à savoir la cooptation de nouveaux acteurs sociaux, outre ceux issus des milieux commerçants et entrepreneuriaux, séduits, eux, par les espaces créés par la libéralisation économique. De nouveaux acteurs tels les Syriens éduqués à l’étranger (23) (*foreign-educated returnees*) – qui fournirent une importante main-d’œuvre éduquée dans la gestion des institutions étatiques ou para-étatiques (24) – ou encore une partie du secteur associatif – qui bénéficia des nouvelles orientations de l’État, plus favorables à son rôle (lutte contre la pauvreté, prise en charge des personnes handicapées, des orphelins et des personnes âgées, services médicaux, formation professionnelle, etc.). De plus, la « décharge » sur des structures à vocation sociale, comme les associa-

(18) Governmental-Operated Non Governmental Organizations.

(19) Cf. Laura RUIZ DE ELVIRA, « State-Charities relations in Syria : between reinforcement, control and coercion », in Laura RUIZ DE ELVIRA / Tina ZINTL, *Civil Society and the State in Syria : the Outsourcing of Social Responsibility*, Lynne Rienner, Boulder, 2012.

(20) Steven HEYDEMANN, « Upgrading authoritarianism in the Arab world », Saban Center for Middle East Policy (Analysis Paper n°13), The Brookings Institution, 2007.

(21) Laura GUAZZONE / Daniela PLOPPI (dir.), *The Arab State and Neo-Liberal Globalization : the Restructuring of the State in the Middle East*, Ithaca Press, Reading, 2009 ; Stephen KING, *The New Authoritarianism in the Middle East and North Africa*, Indiana University Press, Bloomington, 2009.

(22) Le « Printemps de Damas » désigne « un certain nombre de phénomènes sociopolitiques qui ont surgi après la mort du président Hafez al Assad. [...] Le Printemps syrien a vu se développer le rôle des intellectuels et se multiplier les bulletins d’opinion, la naissance ou la renaissance de noyaux de la société civile », Najati TAYYARA, « Chronique d’un Printemps », *Confluences Méditerranée*, n°44, 2003, p. 470.

(23) Il est intéressant de noter que le ministère des Syriens expatriés fut créé en 2002 en vue d’assurer leur retour et celui de leurs capitaux.

(24) Sur ce sujet, cf. les travaux de Tina ZINTL, notamment « Modernization theory II : Western educated Syrians and the authoritarian upgrading of civil society », in Laura RUIZ DE ELVIRA / Tina ZINTL, *op. cit.*

tions de bienfaisance, permet d'amortir les coûts sociaux de la libéralisation économique, sans que ces dernières ne remettent pour autant en cause les nouvelles politiques étatiques. A titre d'exemple, lorsque le gouvernement décida en 2008 de diminuer les subventions aux produits dérivés du pétrole, engendrant une cherté générale de la vie, ces associations s'organisèrent aussitôt pour distribuer des couvertures et des aides à l'achat du mazout, mais aucune dénonciation publique n'émana de leur part.

Enfin, le régime parvint à séduire les bailleurs de fonds étrangers et les organismes internationaux, sensibles à la rhétorique d'ouverture et de modernisation du couple al Assad. Les programmes, les prêts et les aides émanant de la Commission européenne et du PNUD s'accrurent durant cette période, tandis que l'Agence française de développement (AFD) inaugura ses bureaux en Syrie en octobre 2009. A l'aide de cette rhétorique et grâce au président français Nicolas Sarkozy – à travers l'initiative de l'Union pour la Méditerranée –, le régime de Bachar al Assad sortit triomphant, en 2008, d'une période d'isolement international.

Nonobstant, cette même redéfinition de l'action publique eut aussi des effets négatifs qui, selon l'hypothèse de cet article, affaiblirent les bases de la légitimité du régime. Parmi ces effets, il convient de souligner l'émergence d'une société et d'une croissance économique à deux vitesses, ce qui aboutit à l'appauvrissement d'une partie de la population (25) et à une augmentation des différences entre les différentes couches sociales (26), phénomènes aggravés par la sécheresse qui frappa le pays à partir de 2007 et eut des résultats catastrophiques dans le monde rural. Il faut également attirer l'attention sur la recrudescence et, surtout, la mise en évidence du phénomène de corruption et des pratiques prédatrices de certaines figures proches du pouvoir, dont Rami Makhoul, le cousin du Président, qui fut la figure la plus emblématique (27) et la plus visée lors des premières manifestations contre le pouvoir. En outre, la « décharge » sur le secteur privé et sur les associations de bienfaisance, dont le rôle s'accrut fortement, mit en exergue le déclin grandissant du système de

(25) En 2007, le pourcentage de population vivant sous le seuil de pauvreté était passé à 33,6% contre 30,1% en 2004 et presque deux millions et demi de Syriens (soit 12,3% de la population contre 11,4% en 2004) n'avaient pas les moyens de subvenir à leurs besoins de base. *Syrian Arab Republic. Third National MDGs Progress Report*, UNDP, 2010, p. 20.

(26) Le coefficient Gini passant de 0,33 à 0,37.

(27) Comme l'écrivit Ignace Leverrier, « la fortune personnelle de Rami Makhoul est évaluée à près de 6 milliards de dollars. Outre ses parts dans Syriatel, estimées à elles seules à plus de 1 milliard de dollars, il est actionnaire majoritaire de la Holding Cham, qui développe en Syrie par ses propres moyens des projets dans l'immobilier de tourisme et de luxe, qui possède des restaurants et détient la 'Perle de Syrie', première compagnie aérienne privée à avoir été autorisée dans le pays. Il a investi dans plusieurs banques privées créées en Syrie [...], dans des sociétés d'assurance, éventuellement islamiques, et dans des sociétés de services financiers, comme Cham Capital. Comme son père, Mohammed Makhoul, il est actif dans le secteur pétrolier, via la compagnie Gulfsands. On le trouve aussi dans l'immobilier [...], le tourisme [...], les médias [...] On n'oubliera pas que, il n'y a guère longtemps, il était encore détenteur des boutiques hors taxe à l'enseigne Ramak, opportunément vendues, il y a quelques semaines, à l'un des plus fidèles partenaires de la famille al Assad, le groupe koweïtien al Kharafi ». Ignace LEVERRIER, « Rami Makhoul, de l'affairisme à l'illusionnisme », blog « Un Œil sur la Syrie », 28 juin 2011.

protection sociale organisée par l'Etat (28). Le démantèlement progressif de ce système fut relayé par la presse officielle, avec des campagnes dont le but était de préparer le terrain pour mieux faire accepter les réformes sociales : les journalistes y soulignaient et rappelaient quotidiennement les difficultés économiques auxquelles l'Etat syrien était confronté au vu de la crise mondiale et de la croissance du déficit budgétaire (29).

Dans ce contexte où le bilan semblait mitigé, le mécontentement et les polémiques surgirent au sein même du gouvernement et du parti Baath entre partisans et détracteurs des nouvelles politiques économiques. En 2009, deux rapports particulièrement critiques vis-à-vis du processus de libéralisation furent publiés par la Fédération générale des Unions de commerce et par la Commission d'Etat au Plan, dont le directeur, Taysir Radawi, fut très vite congédié par un décret présidentiel, non sans faire du bruit. Ces deux rapports illustraient le manque de consensus sur les nouvelles orientations de l'Etat syrien, voire les dissensions au sein du parti Baath, et cherchaient à faire pression sur les éléments gouvernementaux les plus réformistes – dont Abdullah Dardari, alors vice-ministre des Affaires économiques –, lesquels furent accusés d'« *abandonner les pauvres et de faire de maigres progrès dans la revalorisation de l'économie syrienne* » (30).

Les éléments mentionnés ici (à savoir, l'augmentation des inégalités sociales, la mise en relief de la corruption et les divisions au sein même du parti Baath), additionnés à l'ensemble des logiques et des transformations soulignées précédemment (libéralisation partielle de l'économie, adoption d'une politique de « décharge » et expansion des secteurs associatif et caritatif), témoignent du sacrifice du contrat social qui régulaient jusqu'alors les relations Etat-société. Dans la Syrie de Hafez al Assad, comme dans d'autres pays arabes (31), le contrat social reposait sur l'apport de services sociaux et de développement en échange d'un renoncement à la participation politique. Comme le rappelle le sociologue égyptien Saad al Din Ibrahim : « *L'Etat devait prendre en charge le développement, assurer une justice sociale, satisfaire les besoins essentiels des*

(28) Interrogé sur le rôle des associations caritatives en Syrie, un jeune membre de l'association caritative Hifth al-Ni'ma et du réseau Zayd affirmait : « *La nécessité est bien plus grande que l'aide qui est offerte. Nous sommes un pays pauvre. Notre Etat ne peut nullement être comparé aux Etats en Europe, qui donnent plus. C'est pour cette raison que nous avons besoin d'associations caritatives ici, parce que l'Etat ne donne rien. Et celles-ci ne sont pas suffisantes. [...] S'il y a autant d'associations, c'est le signe qu'il y a une situation importante de pauvreté non résolue qui s'accroît et un Etat dépassé qui ne fait pas face à la demande* », propos recueillis lors d'un entretien informel, Damas, oct. 2009.

(29) Cf. par exemple le paragraphe suivant, extrait du magazine anglophone *Syria Today* : « *Syria will run up its largest budget deficit in its history this year. The news follows last month's announcement by Muhammad al Hussein, Syria's minister of finance, that the budget deficit will balloon to SYP 266bn (some USD 5,32bn) over 2009, some 17.6 percent higher than the 2008 deficit and 168 percent more than that of 2007. At 9.25 percent of GDP, this is the largest deficit in the country's history in both absolute terms and as a percentage of GDP. It is also a long way from the goal of the country's Tenth Five-Year Plan which stipulates that the budget deficit should not exceed 4 percent of GDP by 2010. The alarming rise in the budget deficit has led the government to roll out a range of measures, including controversial public spending cuts to reduce the amount of red ink on the books* », « *Into the red* », *Syria Today*, fév. 2009.

(30) Cf. « *Dardari defends Syria's economic reforms* », *Syria Today*, déc. 2009.

(31) Asef BAYAT, « *Activism and social development in the Middle East* », *IJMES*, vol. XXXIV, n°1, 2002, p. 9.

*citoyens, consolider l'indépendance politique et répondre à d'autres aspirations nationales [comme l'unité arabe ou la libération de la Palestine]. En échange, ses gens renonçaient, au moins pour un certain temps, à ses demandes concernant une politique libérale et participative » (32).*

L'accent était alors mis sur le développement des zones rurales, sur les paysans et les travailleurs et sur les institutions du secteur public. *A contrario*, sous la présidence de Bachar al Assad, le régime chercha à forger un nouveau contrat social, comme l'illustre le 10<sup>e</sup> Plan quinquennal, et les politiques aussi bien que la rhétorique changèrent : le régime s'intéressa dès lors aux principales villes, Damas et Alep, au secteur privé et au secteur associatif.

Or, au fur et à mesure que l'Etat se dégageait de son rôle protecteur, qu'il abandonnait sa base sociale historique (les paysans, les travailleurs, les fonctionnaires) au profit des élites économiques dans les grandes villes et que la pauvreté – ainsi que le secteur informel et le chômage – augmentait, de plus en plus de Syriens se détournèrent des promesses développementalistes et modernisatrices du régime. La fonction publique, par exemple, bien qu'elle continuât d'attirer de nombreux jeunes entrant dans le marché du travail, fit de moins en moins rêver la population en raison de la dégradation des conditions de travail et de la perte du pouvoir d'achat des fonctionnaires. De même, les hôpitaux publics, autrefois fleuron des politiques socialistes baathistes, devinrent des endroits faisant fuir les Syriens, dont certains préféraient s'organiser autour de groupes informels d'entraide (33) – créés sur des bases familiales, confessionnelles ou de proximité – pour ainsi avoir accès aux centres de santé privés.

Jadis tout-puissant et imposant, l'Etat syrien adopta progressivement les formes d'une grande machine épuisée et obsolète, incapable d'assumer toutes ses responsabilités vis-à-vis de la société, mais pourtant toujours aussi répressive. Avant 2011, cette image de défaillance ressortait dans toutes les conversations, qu'elles portent sur la santé, l'éducation, les subventions, le chômage ou l'énergie. Qui plus est, elle était amplifiée par le fait que même les représentants gouvernementaux syriens reconnaissaient en public les difficultés que l'Etat éprouvait à satisfaire l'ensemble des demandes de la population (34). Le contrat social autoritaire était rompu : l'Etat ne protégeait plus, n'unifiait plus, alors que le manque de participation politique et l'absence de l'Etat de

(32) Saad AL DIN IBRAHIM, *Egypt, Islam and Democracy. Twelve Critical Essays*, The American University in Cairo Press, Le Caire, 1996, p. 252.

(33) Thierry Boissière écrit à ce sujet : « *L'activation de plus en plus importante de réseaux d'entraide fonctionnant sur la base de l'appartenance confessionnelle et occupant un niveau intermédiaire entre les solidarités primaires et les protections que peut continuer à dispenser l'Etat. De plus en plus d'associations d'entraide s'organisent en effet à partir des lieux de prières, églises et mosquées, et consacrent les hommes de religion comme intermédiaires entre les personnes nécessiteuses et les donateurs potentiels, entre la demande et l'offre* ». Thierry BOISSIÈRE, « Précarité économique, instabilité de l'emploi et pratiques sociales en Syrie », *REMMM*, n° 105-106, 2005, p. 150.

(34) Cf. les déclarations faites en janvier 2010 par Abdullah Dardari, alors vice-ministre des Affaires économiques : « *La solution c'est vous, la société civile (moujtama' ahli) ! Vous seuls pouvez accomplir certaines tâches dans des domaines tels que le développement humain, l'environnement ou la provision de services sociaux. L'Etat ne peut pas à lui seul assumer la totalité du coût social* », propos tenus lors d'une conférence sur le développement organisée par le Syria Trust for Development, Damas, janv. 2010.

droit étaient toujours présents. Ce que Steven Heydemann décrivait à la fin des années 1990 comme étant les éléments-clefs de l'« *authoritarian system of rule* », à savoir la centralité des politiques redistributives, l'importance des organisations populistes comme fondement de la coalition politique et l'usage d'un discours populiste comme base de la mobilisation politique et de la légitimation (35), ces éléments furent largement dépassés au cours de la période 2000-2010.

En somme, sous Bachar al Assad, le régime lui-même ne se transforma pas radicalement, mais les choix politiques des gouvernants contribuèrent à changer les perceptions que les Syriens avaient de l'Etat et du régime. Si on se situe à une échelle d'analyse de type macro, on peut considérer que les processus de transformation décrits ici constituent des éléments de type structurel à même de conduire à une situation révolutionnaire (36). Parallèlement, si on met l'accent sur une échelle « méso » (médiane), on observe une augmentation des ressources des acteurs collectifs, qu'ils soient économiques, associatifs ou religieux – ces derniers étant souvent liés aux initiatives de bienfaisance.

#### MOBILISATION ET CONTESTATION DANS LA SYRIE DES ANNÉES 2000

Ces transformations conduisirent donc à une accumulation de frustration et à un mécontentement latent au sein d'une partie non négligeable de la population syrienne. Le malaise social était palpable au travers d'événements ponctuels et de mobilisations collectives localisées qui n'atteignaient pourtant pas une masse critique et ne réussissaient pas à s'inscrire dans la durée. Ces derniers ne remettaient pas directement en cause le régime et étaient très vite maîtrisés par l'Etat. On peut ainsi mentionner le mouvement de protection de la vieille ville de Damas, qui protestait contre l'abandon et la destruction de l'habitat traditionnel dans la métropole, les tentatives de manifestation des chauffeurs de mini-bus de la capitale en 2008, qui se plaignaient de la diminution de leurs gains en raison de l'augmentation des prix de l'essence, ou le mouvement des « diplômés-chômeurs », qui réussit à mobiliser des centaines d'étudiants à Alep et à Damas et donna lieu à des manifestations inédites en 2004 (37).

Or, outre ces actions collectives isolées, la frustration et le mécontentement ne débouchèrent pas sur des mobilisations politiques ou sociales d'envergure. Ce manque de mouvements sociaux, de grèves ou de protestations politiques qui précède la révolte de 2011 contraste avec ce qu'on pouvait observer à la même époque dans plusieurs pays de la région : au Maroc, avec le mouvement

(35) Steven HEYDEMANN, *Authoritarianism in Syria*, Cornell University Press, Ithaca/Londres, 1999, p. 208.

(36) Selon la grille de lecture définie par Mounia BENNANI-CHRAÏBI / Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. LXII, n°5, 2012, p. 792.

(37) Caroline DONATI, *L'Exception syrienne. Entre modernisation et résistance*, La Découverte, Paris, 2009, p. 266.

des diplômés-chômeurs (38) ; en Tunisie, avec la révolte du bassin minier de Gafsa en 2008 (39) ; en Egypte avec, entre autres, les grèves de Mahalla al-Kubra (40) et les mobilisations à Louxor (41) ; ou encore au Yémen, avec le mouvement houthiste dans le Nord et les revendications indépendantistes des anciens militants socialistes du Yémen du Sud.

En effet, en Syrie, la déception s'exprimait à huis clos et non de manière collective et visible. La population continuait de participer à la logique que Lisa Wedeen dénomme « *the politics of 'as if'* » (42), une logique où les citoyens agissent publiquement « comme s'ils » soutenaient le régime, « comme s'ils » adhéraient à sa politique, « comme s'ils » acceptaient sans contrainte les restrictions et les normes imposées par le pouvoir, alors qu'en réalité dans le domaine privé et à titre individuel cette fidélité n'était souvent que fictive. Cette observation rejoint les analyses faites par Béatrice Hibou sur la Tunisie de Ben Ali, où « *l'obéissance ne signifie pas l'adhésion* » et où « *les gens conformes ne sont pas pour autant des 'pantins'* » (43).

Cette apparente « conformité » a plusieurs explications, dont deux semblent fondamentales. D'une part, il faut rappeler les conditions sécuritaires de la Syrie, où les services de renseignements sont omniprésents et au-dessus des lois et où l'espace public est tenu d'une main de fer par le régime. Dans la Syrie des années 2000, comme dans celle de Hafez al Assad, toute velléité de prise de parole (« *voice* ») (44) était punie par la prison, comme mis en évidence par l'épisode du « Printemps de Damas ». D'où l'existence d'une grande méfiance envers « l'autre » et de doubles discours autour des sujets de conversation perçus comme sensibles. D'autre part, il faut souligner un processus plus large et graduel de dépolitisation de la société, notamment, de la jeunesse syrienne (45). Pour Hassan Abbas, opposant et chercheur syrien, la culture politique en Syrie aurait été étouffée par un demi-siècle d'autoritarisme (46). En effet, après cinq

(38) Cf. les travaux de Montserrat Emperador BADIMON, dont « El movimiento de los diplomados en paro de Marruecos. Desafíos a la improbabilidad de una acción colectiva », *Revista Internacional de Sociología*, vol. LXVII, n° 1, 2009, pp. 29-58.

(39) Amin ALLAL, « Réformes néo-libérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique africaine*, n° 117, 2010, pp. 107-125.

(40) Cf. Marie DUBOC, *Contester sans organisation : stratégies de mobilisation, question sociale et espace de visibilité dans les grèves de l'industrie textile égyptienne. 2004-2010*, Thèse pour le doctorat de Sociologie, Ecole des hautes études en Sciences sociales (EHESS), Paris, 2012.

(41) Cf. la thèse de Sandrine GAMBLIN, *Tourisme international, Etat et sociétés locales en Egypte : Louxor, un haut lieu disputé*, Thèse pour le doctorat de Science politique, Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po), 2007.

(42) Lisa WEDEEN, *Ambiguities of domination : politics, rhetoric, and symbols in contemporary Syria*, University of Chicago Press, Chicago, 1999, pp. 67-85.

(43) Béatrice HIBOU, « Tunisie. Economie politique et morale d'un mouvement social », *Politique africaine*, n° 121, 2011, p. 9.

(44) Albert O. HIRSCHMAN, *Exit, Voice and Loyalty*, Harvard University Press, Cambridge, 1970.

(45) A ce sujet, un jeune Syrien de 22 ans affirme : « *Avant [2011], les gens pauvres ne pensaient plus à la politique ou à la culture. Ils pensaient seulement à amener de quoi manger, à travailler... ils pensaient à leur futur : finir l'université, se marier, trouver un travail* », entretien avec Karim Khaled [nom fictif], Madrid, juin 2013.

(46) Conversation informelle, Damas, nov. 2007.

décennies d'absence de compétition politique et d'encadrement de tous et de chacun des secteurs de la société au travers des différents organismes populaires baathistes (syndicats, unions, ligues, organisations populaires, scouts, etc.), les citoyens s'étaient peu à peu détournés de la politique sans y perdre réellement leur intérêt. Autrement dit, les mécanismes multiples de contrôle et de « disciplinarisation » baathistes avaient réussi à anesthésier la population sur le plan des actions et des pratiques politiques. En Syrie, comme en Égypte, il n'y avait pas d'élections présidentielles, mais des référendums truqués, au travers desquels la population exprimait la « rénovation de sa confiance » en son chef. Il n'y avait pas de partis d'opposition libres et autonomes pouvant participer au jeu politique. Les quelques partis nationalistes ou de gauche tolérés par les autorités s'étaient vus discrédités au moment même où ils acceptèrent de se placer sous la tutelle du parti Baath par le biais du « Front national progressiste », qui était censé représenter la pluralité du système politique syrien.

Par conséquent, peu d'acteurs, outre les opposants de longue date et les militants des droits de l'homme, maîtrisaient véritablement le langage de la contestation (« *repertoires of contention* » (47)), lequel était davantage présent dans d'autres pays de la région. On pouvait observer en Syrie le manque d'un savoir-faire protestataire et d'un savoir-être élaboré dans des luttes passées. L'apprentissage des outils de la protestation collective se fera *ad hoc*, une fois la révolte entamée, souvent par l'inspiration des autres processus révolutionnaires arabes. En somme, dans la Syrie des années 2000, encore héritière des années post-Hama (48), on ne pouvait pas vraiment parler d'une pratique étendue de la politique contestataire (« *contentious politics* » (49)).

Toujours est-il que les années 2000 furent les témoins d'une expansion sans précédent des tissus économique et associatif et d'une augmentation consécutive du capital social des acteurs sociaux actifs dans les domaines économique, associatif et religieux, faisant ainsi émerger des réseaux et des figures qui, à terme, pourraient être à même de concurrencer le régime et qui, au passage, contribuèrent à renforcer une logique de repli identitaire (50). Ces réseaux venaient s'ajouter à d'autres (familiaux, tribaux, communautaires, religieux, de proximité, migratoires, etc.), plus informels, avec lesquels ils s'imbriquaient et interagissaient de manière plus au moins fréquente. Si on se concentre sur le cas des associations de bienfaisance, par exemple, dont l'engagement se nourrissait de réseaux interpersonnels informels préexistants construits autour de différentes sociabilités (familiales, communautaires et religieuses, professionnelles et de quartier), une double logique semble être à l'œuvre : d'un côté, elles contribuèrent à perpétuer le *statu quo* dans ce sens où elles ne le remettaient pas en

(47) Charles TILLY, *From Mobilization to revolution*, CRSO (Working Paper), University of Michigan, 1977.

(48) Référence faite ici au massacre de Hama (fév. 1982), où près de 20 000 personnes furent tuées par les troupes dirigées par Rifa'at al Assad, frère de Hafez al Assad. Le massacre de Hama mit fin à l'insurrection commandée par les Frères musulmans en Syrie, désormais condamnés à l'exil.

(49) Charles TILLY, *Contentious Performances*, Cambridge University Press, Cambridge, 2008.

(50) Caroline DONATI, *L'Exception syrienne...*, *op. cit.*, p. 290.

cause et favorisaient la préservation de la cohésion sociale et de la hiérarchie sociale établie ; d'un autre côté, elles induisirent des changements à portée politique dans la mesure où leur action les rendit indispensables aux yeux de l'Etat, fournirent des espaces d'apprentissage civique où les citoyens pouvaient se réunir, formuler des projets autonomes et négocier avec les autorités, mirent en évidence l'échec des politiques développementalistes baathistes et, enfin, renforcèrent le capital social de leurs responsables. L'un d'entre eux, le cheikh Sariya al Rifa'i, fondateur de l'association Hifth al-Ni'ma, deviendra, une fois la révolte entamée, l'un des oulémas contestataires de la capitale et sera rapidement obligé de se réfugier, avec son frère, le cheikh Ousama, en Turquie.

#### DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLTE SYRIENNE : RETOUR SUR LES PREMIÈRES MOBILISATIONS

Le malaise existait donc dans la Syrie pré-révolutionnaire suite à des reconfigurations socio-politiques qui avaient réduit la légitimité du régime et entaché les représentations de l'Etat au sein de la population syrienne. Les réseaux sociaux et les initiatives civiles, eux aussi, étaient présents dans cette période, bien que dépourvus de signes visibles de contestation. Toutefois, l'ensemble de ces éléments ne suffisait pas pour déclencher un quelconque mouvement populaire, social ou politique, contre le régime de Bachar al Assad qui, il ne faut pas l'oublier, bénéficiait d'un certain crédit. On doit alors se demander ce qui poussa les Syriens à sortir manifester en mars 2011.

Il convient tout d'abord de rappeler que la révolte syrienne connut un début plutôt hésitant. Alors qu'en février 2011 il y avait déjà des manifestations dans la plupart des pays arabes, les premiers appels à manifester en Syrie ne réussirent à mobiliser que quelques dizaines de personnes (manifestations devant les ambassades de Tunisie et d'Egypte en janvier et février, par exemple). Aussi, plusieurs immolations eurent lieu et passèrent presque inaperçues. Le premier « Jour de la colère », convoqué pour le 4 février à travers le réseau social Facebook et la page « The Syrian Revolution 2011 », avec pour slogan « Tunisia was angry, Egypt was angry, and now it is time for the free people of Syria to be angry », fut clairement un échec : les organisateurs, accusés d'être des Syriens expatriés inconscients des réalités du pays, éveillaient au sein de la population une certaine méfiance. Les mots d'une Syrienne opposante au régime, interrogée le 31 janvier 2011 au sujet de cet appel à manifester, reflètent cette méfiance : « *It does not stand a chance, honestly. It's not a matter of fear only... but almost all of those calling for it are either out of the country, so it's cheap talk, or really weird extreme groups, like those that were kicked out of the Muslim Brotherhood because they were too extreme ! Most of the slogans on these groups are racist and religious. I know no one, even the most activist of my friends, that are interested in sharing anything with these ideas... Despite the similarities, there are significant differences, it's not Syria's time yet, nor its style* » (51).

(51) Conversation informelle, 31 janv. 2011.

Il faudra donc attendre les effets concrets des processus révolutionnaires arabes pour assister aux premières mobilisations massives en Syrie. En effet, l'impact des protestations en Tunisie, en Égypte, en Libye et au Yémen fut fondamental, car ces dernières ouvrirent des fenêtres d'opportunités et permirent aux Syriens de prendre confiance. Reinoud Leenders et Steven Heydemann argumentent dans ce sens : les précédents tunisien et égyptien contribuèrent à changer la perception des Syriens sur leur capacité à défier le régime (52), les gens sentirent que les événements en Tunisie et en Égypte avaient aussi changé les « structures des opportunités politiques » dans leur pays (53). « *J'étais heureux de voir les manifestations en Tunisie* », affirme un jeune Syrien, « *je ressentis que la chute du dictateur en Tunisie était une victoire pour tous les gens qui vivent en dictature* », « *Ben Ali était Bachar al Assad* » (54). Les expériences tunisienne et égyptienne, diffusées largement *via* You Tube et des réseaux sociaux tels que Facebook, servirent aussi à nourrir un nouveau répertoire de défiance et d'action protestataire en Syrie (55). De plus, les sociabilités nées lors des manifestations face aux ambassades tunisienne, égyptienne et libyenne donnèrent lieu à des réseaux d'activistes orientés dès lors vers l'organisation clandestine de la contestation. « *Protester contre Kadhafi signifiait protester contre Bachar al Assad* » (56). Du côté du régime, les gestes contradictoires se multiplièrent pendant cette période (lancement dans l'urgence d'un fonds d'aide sociale, augmentation des subventions aux produits de base, renvoi de hauts responsables, etc.), preuve de la confusion qui régnait alors au sein de l'administration.

Le 15 mars, date qui correspond à la deuxième convocation du « Jour de la colère », le processus révolutionnaire se déclencha à la surprise de nombreux observateurs. Plusieurs rassemblements réunissant des centaines de manifestants eurent lieu dans la capitale et dans d'autres villes du pays. La répression fit une centaine de morts et de nombreux blessés. Très vite, des dizaines de jeunes changèrent leur photo de profil de Facebook en faisant référence à la répression de ce jour. Ces gestes silencieux encouragèrent d'autres jeunes hésitants à se rallier à la contestation – de manière ouverte ou non. Une nouvelle séquence d'action commença à ce moment.

Cela étant, c'est surtout l'enchaînement d'événements qui eut lieu dans la ville de Daraa, au sud du pays, qui constitua un véritable tournant et eut un rôle mobilisateur. Début mars, une quinzaine d'adolescents ayant tagué sur les murs « *Al-cha'ab yurid isqat al-nitham !* » (le peuple veut la chute du régime), slogan qu'ils avaient entendu sur la chaîne panarabe Al Jazeera, furent emprisonnés et torturés. Horrifiées, les familles de ces enfants se rendirent auprès

(52) Reinoud LEENDERS, « Social movement theory and the onset of the popular uprising in Syria », *Arab Studies Quarterly*, vol. XXXV, n°3, 2013, p. 275.

(53) Reinoud LEENDERS / Steven HEYDEMANN, « Popular mobilization in Syria : opportunity and threat, and the social networks of the early risers », *Mediterranean Politics*, vol. XVII, n°2, 2012, p. 141.

(54) Entretien avec Karim Khaled (nom fictif), Madrid, juin 2013.

(55) Reinoud LEENDERS, *op. cit.*, p. 280.

(56) Entretien avec Karim Khaled (nom fictif), Madrid, juin 2013.

des autorités de la ville, lesquelles les humilièrent violemment. La composition sociale de Daraa fit le reste : comme Reinoud Leenders l'explique, cette ville est traversée par de multiples réseaux (claniques, migratoires, de trafics transfrontaliers et criminels) (57) pour lesquels la solidarité et les notions de justice et de dignité sont essentielles et qui firent en sorte que l'affront fait à ces familles fût perçu comme un affront collectif. L'existence de ces réseaux contribua donc à densifier le mouvement de contestation (58) – la décision des gens de Daraa de s'engager dans l'action devenant quelque part « rationnelle » et fondée sur l'implication attendue des proches et des amis touchés également par cet affront – et, par conséquent, à rompre la barrière de la peur. Le 18 mars une grande manifestation protestataire transcendant les différentes couches sociales fut réprimée dans le sang : la journée fut baptisée « Vendredi de la dignité ». Daraa, ville de province, ancien bastion du baathisme, dont le chef de la sécurité était le cousin de Bachar al Assad, devint ainsi la première ville martyre en Syrie.

Or, comme Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule le soulignent, « *le recours à la répression selon les formes qu'elle prend, peut accélérer ou freiner la formation de coalitions larges et donc l'extension de la mobilisation* » (59). La répression, ajoutent-ils, a des « *effets ambivalents* », qui peuvent accélérer « *l'effondrement de la légitimité du pouvoir* » et pousser les participants à « *aller bien au-delà des objectifs initialement assignés* » (60). C'est ce qu'on a pu observer en Syrie, car la répression brutale des manifestants à Daraa produit un effet de solidarité dans les régions de Lattaquié, Homs, Qamishli, Deir ez-Zor, Idlib et dans la banlieue de Damas et contribua à unifier et à radicaliser les demandes divergentes des opposants, au début largement centrées sur des questions liées aux politiques publiques locales (telle la destitution d'un gouverneur corrompu), autour de la chute du régime. L'évolution des événements et de la mobilisation fut donc fortement influencée par la modalité de gestion de la crise choisie par le pouvoir, à savoir la répression et l'intransigeance.

A partir de là, on vit se former des coalitions « trans-classes » et trans-régionales qui dépassaient les identités locales, tribales et régionales très fortes en Syrie. « *Wahed, wahed, wahed, al-cha'ab al-suri wahed* » (« un, un, un, le peuple syrien est un »), chantaient les manifestants. Ce slogan, aux effets performatifs, reflétait un moment quasi magique d'union politique contre le dictateur. On assista à la formation, de façon surprenante, d'un « *rapprochement momentané de groupes que tout sépare et différencie en conjoncture routinière* » (61) : les mécontents dans les différents gouvernorats, les activistes de longue date de tendance de gauche et les défenseurs des droits de l'homme présents notam-

(57) Reinoud LEENDERS, *op. cit.*, p. 278.

(58) Reinoud Leenders et Steven Heydemann expliquent que ces réseaux « *helped to reproduce the relationships, mechanisms, resources and skills needed to survive in the hostile and challenging environments that more often than not made illegality a necessity* », *ibid.*, p. 146.

(59) Mounia BENNANI-CHRAÏBI / Olivier FILLIEULE, *op. cit.*, p. 781.

(60) *Ibid.*, p. 787.

(61) *Ibid.*, p. 781.

ment dans la capitale, les partisans des Frères musulmans, des oulémas contestataires et, surtout, les désenchantés et les délaissés des politiques baathistes (à savoir les paysans ayant dû quitter la campagne, les ouvriers, les petits artisans...).

La géographie et la sociologie du mouvement protestataire montrent en effet, à la différence du cas égyptien, que pendant les premiers mois, une grande partie des manifestations se concentra dans le monde néo-urbain, c'est-à-dire dans les petites villes et les périphéries urbaines délaissées par l'Etat, plutôt qu'au cœur de Damas ou d'Alep. Les manifestants réclamaient une place dans la cité et une politique de redistribution des richesses plus équitable ; ils demandaient à intégrer l'ordre bourgeois et dénonçaient la corruption du régime. Comme le disait Elisabeth Picard, il ne s'agissait pas de révoltes paysannes ou d'« émeutes du pain », mais bien de rassemblements urbains où on réclamait un droit de cité, un droit de parole et un droit de débat (62). Ainsi, l'une des revendications de la révolte fut précisément la fondation d'un nouveau contrat social.

Cependant, cette coalition ne réussit pas à rassembler une masse critique. Alep, par exemple, resta relativement à l'écart de la contestation. Les entrepreneurs, bénéficiaires des politiques libérales des années 2000, hésitèrent aussi à se rallier au mouvement, du moins à Damas et à Alep. D'autant plus que, en contrecoup, la stratégie du régime fut celle de rompre les solidarités en confessionnalisant les protestations et en fragmentant le temps et l'espace (siège des villes, barrage des routes, installation de *check-points*, etc.) (63). A titre d'exemple, il est intéressant de noter qu'en Syrie le mode d'action « campement », qu'on avait pu voir en Tunisie, en Egypte, à Bahreïn ou au Yémen, ne fut pas employé par les manifestants, ce qui en dit long sur les difficultés à occuper l'espace public dans ce pays et sur les risques d'une telle action eu égard aux degrés de violence atteints par les forces de sécurité et les *chabbiha* (64).

Ces difficultés et ces risques contraignirent les opposants syriens, dont beaucoup n'avaient pas d'expérience militante ou associative préalable, à improviser et à faire preuve d'ingéniosité, aussi bien dans l'organisation des manifestations et des actions de protestation (organisation de manifestations « volantes » de quelques minutes à la sortie de la prière du vendredi dans les mosquées, versement de peinture rouge dans les fontaines publiques, etc.) que dans l'élaboration des slogans révolutionnaires (à titre d'exemple, « Dieu, la Syrie, Bachar et c'est tout ! » devint « Dieu, la Syrie, la liberté et c'est tout ! » (65)) ou encore dans les moyens de se communiquer entre eux (adoption de surnoms pour se protéger, création de groupes secrets sur Facebook, formation de groupes de discussion sur Skype). Cependant ces activistes improvisés ne portaient pas

(62) Elisabeth PICARD, intervention au séminaire de Hamit Bozarslan, EHESS, Paris, mai 2011.

(63) Hamit BOZARSLAN, intervention à la conférence « Syrie : révolte et terreur », EHESS, Paris, mai 2011.

(64) Groupes mafieux armés par les autorités et utilisés en tant que forces de répression suppléatives.

(65) ZÉNOBIE, « Les mots de l'*intifada* syrienne », *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

entièrement de zéro : ils purent s'appuyer sur les réseaux – plus au moins informels – préexistants mentionnés plus haut (réseaux d'amitié, familiaux ou tribaux, religieux, militants, universitaires, parfois associatifs, etc.) pour en constituer de nouveaux, en élargir d'autres, mobiliser et recruter, coordonner et débattre les actions à prendre. La ville de Darayya, par exemple, dans la banlieue de la capitale, où les « mouvements de jeunes » étaient très dynamiques dès le début des années 2000 (66), devint rapidement l'un des centres névralgiques de la contestation et du mouvement de résistance civile. D'autres villes, comme Salamiyye, située dans le gouvernorat de Hama et majoritairement ismaélienne, qui était avant 2011 très active et traversée de réseaux communautaires (67), virent également se développer une forte opposition au régime de Bachar al Assad. Il est donc erroné de croire que le manque d'une société civile forte et institutionnalisée en Syrie avant le déclenchement de la révolte était synonyme d'une paralysie sociale et de l'inexistence de réseaux qui pourraient, une fois le processus révolutionnaire entamé, contribuer à organiser et à diffuser la contestation.

L'ensemble des logiques analysées ici se vit, néanmoins, graduellement bouleversé au fur et à mesure que le degré de violence utilisé par le régime s'accroissait et que, en réponse à cela, les Syriens commençaient à prendre les armes – notamment à partir de l'été 2011. Débute alors une nouvelle séquence d'action – avec l'irruption de nouvelles temporalités (celles du siège et du pilonnage des villes, des négociations avec la « communauté internationale », etc.), l'apparition de nouveaux acteurs (groupes armés telle l'Armée syrienne Libre, djihadistes du type Front al Nusra, organisations humanitaires pour s'occuper des déplacés et des réfugiés, etc.) et l'imposition de nouvelles règles du jeu – dont la célèbre « ligne rouge » de Barack Obama concernant l'utilisation d'armes chimiques ou l'implication d'acteurs régionaux comme le Hezbollah libanais –, que nous n'analyserons pas ici.

\* \*  
\*

Sous la présidence de Bachar al Assad, le régime syrien adopta une nouvelle ingénierie politique de pouvoir basée sur une logique de « décharge » de l'Etat, une plus grande participation des secteurs privé et associatif et un redéploiement de l'Etat dans des domaines comme celui du contrôle ou de la régulation. L'ensemble de ces transformations, qui témoignent du sacrifice du contrat social conclu dans les années 1960 et 1970, sembla dans un premier temps performant et fit croire à une illusion d'« *authoritarian upgrading* ». Cependant, cette nouvelle ingénierie politique produisit, à moyen terme, des ruptures ainsi qu'un changement des perceptions des Syriens sur l'Etat et sur le régime, ces derniers perdant ainsi une partie de leur légitimité et de leur crédibilité.

(66) Entretien avec Karim Khaled (nom fictif), Madrid, juin 2013.

(67) Le Conseil local ismaélien (*al-Majlis al-Mahalli al-Isma'ili*), par exemple, organisait et gérait les affaires propres à la communauté ismaélienne. Il disposait d'une dizaine de comités chargés de fournir des services sociaux à la population, dont ceux dédiés aux jeunes, au développement et aux personnes âgées.

La frustration et le mécontentement augmentèrent graduellement au cours des années 2000. Ces sentiments se traduisirent en des actions collectives isolées et localisées, mais ne réussirent pas à se transformer en des mobilisations politiques et/ou sociales d'envergure. Les Syriens continuèrent à agir « comme s'ils » soutenaient le régime et « comme s'ils » adhéraient à ses politiques, par peur ou bien du fait de la dépolitisation de la société. En d'autres termes, la Syrie des années 2000 ne connut pas réellement de « politique contestataire ». Néanmoins, des réseaux économiques, associatifs et religieux, nourris de réseaux informels communautaires, claniques et autres, s'étendirent et firent émerger des figures charismatiques et des nouveaux espaces de participation citoyenne.

Les ruptures engendrées par les politiques de Bachar al Assad préparèrent donc un terreau fertile pour la révolte, mais elles n'auraient pas suffi à elles seules à déclencher une contestation populaire massive dans le pays. Les événements qui ont précédé dans les autres pays arabes ont été, de ce point de vue, un élément déclencheur. Pour preuve, les débuts du processus révolutionnaire furent hésitants et difficiles. Ce n'est qu'à partir du moment où la perception des Syriens sur leur capacité à défier le régime changea, grâce aux précédents tunisien et égyptien, que la population commença à se mobiliser et à vaincre le mur de la peur. La réponse choisie par le régime fit le reste : la répression, au lieu de diminuer le nombre de manifestants, contribua à créer des coalitions transrégionales et « transclasse » jamais vues dans le pays auparavant. Les événements qui eurent lieu dans la ville de Daraa ont constitué en ce sens un tournant. Entrèrent alors en jeu les réseaux sociaux préexistants et ceux nouvellement créés, notamment en diffusant la mobilisation et en coordonnant les efforts contestataires. La demande d'un nouveau contrat social tourna rapidement en un désir de faire chuter le régime.

Cependant, contrairement à ce qu'on a pu voir en Egypte et en Tunisie, la coalition syrienne ne fut pas assez large pour que l'armée, pilier défensif du régime, décidât de sacrifier le *rais*. La militarisation de la révolte devint une réalité à partir de l'été 2011, transformant peu à peu un mouvement contestataire civil et pacifique en un conflit armé dont l'issue reste, encore à ce jour, incertaine.